

04/05/2010 À 00H00

# Les parlementaires enfumés sur les pesticides

Le texte des rapporteurs UMP est révélateur du rétropédalage de la droite sur les objectifs du Grenelle.

Par **ELIANE PATRIARCA**

Le timing est parfait. Mercredi dernier, une semaine avant l'examen à l'Assemblée de la loi Grenelle 2, l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) rend public un rapport sur «les pesticides et la santé» (1). 200 pages qui pourraient faire rire tant elles sont tendancieuses.

Après une ode aux pesticides, les rapporteurs, Claude Gatignol, député UMP, et Jean-Claude Etienne, sénateur UMP, dévoilent, pages 38-39, l'objet de leur mission : affirmer que l'engagement du Grenelle de l'environnement de diviser par deux l'usage des pesticides en dix ans est dangereux. Tout en soutenant que les risques pour la santé de l'exposition aux pesticides sont surestimés, ils mettent en garde le gouvernement contre une réduction trop brutale qui mettrait en péril «*un pan entier de notre économie*», entraînerait «*une plus grande sensibilité des cultures aux aléas parasitaires et donc une probable diminution des rendements ; une hausse des prix agricoles ; la possible disparition de nombreuses productions de fruits et légumes ; et des phénomènes de résistance des ravageurs*».

La messe est dite. On est loin du discours de Nicolas Sarkozy, période verte, le 25 octobre 2007 : «*L'agriculture est un enjeu majeur. Alors nous ne voulons pas d'une agriculture qui épuise nos sols, d'une agriculture qui utilise de façon croissante des produits chimiques dangereux.*» Le président de la République évoquait une révolution dont il ne mesurait visiblement pas l'ampleur dans un pays qui reste le premier producteur agricole européen, mais aussi le principal consommateur de pesticides en Europe et le quatrième au niveau mondial.

«**Détricotage**». Membre de l'OPECST, Marie-Christine Blandin, sénatrice verte du Nord, dénonce «*la pitoyable tentative*» des deux rapporteurs de «*légitimer le détricotage du consensus de réduction de 50% des pesticides prévu à l'horizon 2018*». «*Ce texte a été adopté avec moins de 10 présents sur les 36 membres de l'OPECST !*» s'indigne-t-elle. La sénatrice stigmatise un «*complaisant éloge des pesticides qui auraient sauvé le monde de la faim*» et un texte qui, «*au passage, en profite pour faire la promotion des OGM*».

François Veillerette, qui anime le Mouvement pour le droit et le respect des générations futures (MDRGF), a été auditionné par Claude Gatignol et Jean-Claude Etienne. «*Lorsque j'ai reçu le rapport préliminaire en juillet dernier, j'ai fait un commentaire très sec, point par point. Depuis, aucune nouvelle. C'est incidemment que j'ai appris la publication du rapport définitif.*» Voilà qui relativise le tant vanté «processus participatif» du Grenelle. «*C'est un rapport politique et non pas scientifique, dénonce François Veillerette. Les rapporteurs n'ont même pas tenu compte de la méta-étude canadienne (2) qui fait la revue des études épidémiologiques publiées depuis dix ans : 88% d'entre elles établissent un lien entre pesticides et cancer ; 85% un lien avec d'autres pathologies, notamment les maladies neurodégénératives comme la maladie de Parkinson, les problèmes de reproduction et de fertilité...*»

Le militant écologiste n'est pas surpris. «*Depuis 2007, notre mouvement a joué le jeu du Grenelle. Sans illusions. Au début des réunions de travail, le lobby de l'agrochimie, représenté par l'Union des industries de la protection des plantes et la FNSEA, le principal syndicat agricole, ont été obligés de courber la tête. Mais depuis, ils n'ont cessé de regagner du terrain. Et le rapport de l'OPECST se situe dans le droit fil de la déclaration de Sarkozy au Salon de l'agriculture - "l'environnement ça commence à bien faire."*

François Veillerette souligne une «*série de renoncements*» : «*L'article qui prévoyait l'interdiction de la publicité pour les pesticides à usage domestique a été abandonné ; l'interdiction de l'utilisation de pesticides dans les lieux qui accueillent du public (jardins, parcs, écoles) semble remise en cause. Il y a aussi le cas des "préparations naturelles peu préoccupantes", comme le purin d'ortie, que le ministère de l'Agriculture persiste*

*à considérer comme des phytosanitaires, ce qui soumet leurs concepteurs à des contraintes d'homologation si coûteuses que leur utilisation s'en trouve empêchée.»*

**«Recherche.»** Selon le président du MDRGF, *«l'objectif de réduction de 50% des pesticides est tout à fait envisageable en France, en favorisant la recherche agronomique et en agissant en priorité sur les céréales et la viticulture, qui représentent 80% de la consommation de pesticides»*. Politiquement, c'est une autre affaire : *«Le système agro-industriel qui privilégie actionnaires et banquiers et fait disparaître une exploitation agricole toutes les vingt minutes en France prédomine sur les préoccupations environnementales et sanitaires»*, estime-t-il.

(1) Consultable en ligne sur le site de l'Assemblée nationale

(2) Base de données Medline 2007, études épidémiologiques publiées entre 1992 et 2003.